

COMMUNE DE
WIMEREUX

DÉCLARATION PRÉALABLE
DÉLIVRÉE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE	Référence dossier
<p>Demande déposée le 18/07/2025</p> <p>Complétée le 18/07/2025</p>	<p>N° DP 62893 25 00141</p>
<p>Par : COURAULT Elisabeth</p>	
<p>Demeurant à : Lieu Dit la Grange 86500 MONTMORILLON</p>	<p>Surfaces de plancher : / m²</p>
<p>Représenté par :</p>	
<p>Pour : Ravalement de façade</p>	
<p>Sur un terrain sis à : 24 Rue Leon Fayolle 62930 WIMEREUX</p>	

Le Maire de WIMEREUX,

Vu la demande de Déclaration Préalable de Construction n° : DP 62893 25 00141 susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté d'agglomération du Boulonnais approuvé le 06/04/2017 et modifié les 29/06/2023 et 11/04/2024,
Vu le règlement de la zone UBb-I,

Vu le Site Patrimonial Remarquable approuvé le 13/02/2020,

Vu l'avis de dépôt de la demande de déclaration préalable n° DP 62893 25 00141 publié par voie électronique sur le site internet de la commune le 23/07/2025,

Vu l'accord assorti de prescriptions émis par l'Architecte des Bâtiments de France en date du 22/08/2025,

Considérant que le projet porte sur la ou les parcelles cadastrées AK0227 classées en zone UBb-I de la commune de WIMEREUX,

Considérant qu'aux termes de l'article R.425-2 du code de l'urbanisme : « lorsque le projet est situé dans le périmètre d'un Site Patrimonial Remarquable, le permis de construire, le permis d'aménager, le permis de démolir ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue à l'article L.632-1 du code du patrimoine si l'architecte des Bâtiments de France a donné son accord, le cas échéant assorti de prescriptions motivées »,

Considérant que le projet se situe dans un Site Patrimonial Remarquable,

Considérant que Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France a émis un accord assorti de prescriptions,

ARRETE

ARTICLE 1 : Il n'est pas fait opposition aux travaux repris dans la présente déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2 ci-après.

ARTICLE 2 : Prescriptions

Afin de se rapprocher de l'état initial de l'édifice en accord avec le règlement du site patrimonial remarquable (SPR) de la commune de Wimereux, il convient de reprendre le projet envisagé en y intégrant les prescriptions suivantes :

- le fond de façade en ciment sera remis à jour par décapage chimique ou hydrogommage pour ne pas endommager le grain texturé du ciment. Les reprises de l'enduit seront refaites à l'identique (même texture, même couleur et granulométrie) afin de ne pas être visibles,
- les modénatures seront de teinte ton pierre. Il convient de reprendre la teinte de la pierre du bandeau couronnant le soubassement,
- les parties basses de descente des eaux pluviales et les coffrets en soubassement seront repeints de la même teinte que la pierre du soubassement pour atténuer leur visibilité.

Il serait intéressant d'envisager la restitution des volets sur les deux façades afin de redonner une harmonie d'ensemble à cette habitation. La teinte rouge des volets en bois pourrait être reportée sur l'ensemble des volets roulants et au garde-corps afin de redonner une cohérence d'ensemble à la façade.

#signature#

La présente décision est transmise au Représentant de l'État dans les conditions prévues aux articles L2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et L 424-7 du code de l'urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- DROITS DES TIERS : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

- DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Tout recours administratif ou contentieux doit, sous peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (art. R 600-1 du code de l'urbanisme).